

<b>Zeitschrift:</b>	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
<b>Band:</b>	12 (1992)
<b>Artikel:</b>	Villes et campagnes dans les Alpes du XVIIIe au XXe siècle
<b>Autor:</b>	Poitrineau, Abel
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-1078151">https://doi.org/10.5169/seals-1078151</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Villes et campagnes dans les Alpes du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle

*par Abel Poitrineau*

Défendue par Giraud-Soulavie, E. de Beaumont, Dufrénoy, et plus récemment par F. Braudel, l'idée que la montagne est "le réservoir naturel de l'espèce humaine" est assez communément admise, du moins pour le passé. Une telle "idée reçue" se pare des prestiges du paradoxe: la montagne n'est-elle pas en principe un milieu répulsif pour l'homme, auquel elle offre des superficies agricoles réduites, des climats rudes, et, pour faire bref, des conditions d'existence rebutantes?

Si la logique du relief ne joue pas en montagne de la même façon qu'en plaine, dans le cas des Alpes elle n'a jamais exclu l'occupation humaine, bien au contraire; la chaîne alpine est le type même du massif humanisé. Loin de former une muraille abrupte et continue séparant radicalement le Sud et le centre de l'Europe, les Alpes, que balafrant d'estoc et de taille des vallées profondes et ramifiées, transversales ou longitudinales, que parsèment bien des dépressions intérieures, et qu'aèrent maints cols, ont aux temps historiques toujours attiré et abrité des hommes; jouant le rôle de fortifications naturelles, elles n'ont pas failli à la vocation de refuge de tant de montagnes. Malgré leur pauvreté intrinsèque en ressources applicables aux besoins humains, en dépit des difficultés induites par la nature des sols, la topographie, l'altitude ou l'exposition, le massif alpin a toujours été riche en hommes, et même longtemps surpeuplé eu égard à sa "surface utile": la faiblesse du peuplement moyen brut fait en effet partout contraste avec les fortes densités qui se sont toujours manifestées là où les conditions naturelles s'améliorent tant soit peu.

Certes, ces populations alpines ont longtemps vécu dans une grande pauvreté, qui confinait souvent à la misère la plus abjecte. Une enquête effectuée dans 21 paroisses de Tarentaise, du duché de Savoie, en 1728, révélait que pour 1,2% de foyers aisés, il fallait compter avec 57,8% de foyers de pauvres gens. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la détresse pouvait encore atteindre des sommets: pendant l'hiver 1804-

1805, dans la vallée piémontaise d'Ormea, plus de 200 personnes mouraient de faim...

Une des marques originales du peuplement alpin jusqu'à l'époque contemporaine est la prépondérance écrasante de l'élément rural par rapport à un élément urbain sous-représenté; c'est que les Alpes ont été le lieu d'une civilisation rurale particulièrement vivace et originale qui a su, en jouant avec virtuosité sur toutes les potentialités d'un milieu difficile, accumuler et maintenir longtemps dans la chaîne un grand nombre d'hommes.

## **La démographie alpine traditionnelle**

Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le massif alpin fut une montagne vivante, grouillante d'hommes. En 1850, la part des Alpes dans la population de la Suisse était d'un quart (actuellement, un huitième environ). La population de la Haute-Provence (nommée département des Basses-Alpes) atteignait en 1836 son apogée avec plus de 150 000 habitants recensés.

Certes, dans les hautes montagnes les hommes vivaient jadis d'une façon précaire, à la merci des forces naturelles meurtrières et difficiles à éviter, telles que les avalanches, les éboulements, les glissements de terrain, les crues des torrents ou même les orages plus souvent catastrophiques qu'ailleurs.

Si les stocks démographiques se trouvaient canalisés par la disposition des reliefs, plus ou moins étoffés selon que les vallées étaient plus ou moins larges et profondes, et fractionnés par de vastes zones neigeuses ou glacées en permanence, ou trop pentues pour être habitables et utilisables, on trouvait très haut sur les adrets des hameaux disséminés et leurs étroits et précaires finages, où dominaient les terres froides, à minces rendements. Le champ s'accrochait partout où le seigle avait chance de rendre deux fois la semence. En l'absence de toute contraception systématique, la forte natalité dégageait ordinairement, en dépit d'une mortalité infantile énorme et d'une mortalité des adultes élevée, des excédents démographiques qui, la quasi-disparition des famines aidant, s'accumulaient sur place; d'où un évident surpeuplement relatif; surpeuplement d'autant plus

inquiétant que le régime de propriété, le morcellement du relief, et les aptitudes du sol rendaient aléatoires des défrichements nouveaux, et problématique les efforts faits, à force d'investissements en travail supplémentaire, pour accroître le volume des récoltes.

Le médiocrité du phénomène urbain était un autre handicap pour les populations rurales prolifiques: dans les bas pays, les ruraux en sur-nombre venaient s'entasser dans les faubourgs de la ville proche, qui jouait un rôle régulateur: la ville traditionnelle, à balance démographique naturelle toujours déficitaire, ne maintenait ou n'accroissait sa population que grâce à l'afflux des transfuges du plat pays voisin. Ce débouché manquait dans les Alpes où tant de bourgades de quelques centaines d'habitants, décorées du vain titre de villes, n'étaient guère que des marchés périodiques où résidaient quelques religieux ou ro-bins faméliques. Le seul exutoire était constitué par les grandes villes qui soulignaient l'arc alpin intérieur ou extérieur; d'aucuns pouvaient gagner Milan ou Turin, Venise ou Munich; à Lyon, lors de la révocation de l'édit de Nantes, 13% des nouveaux catholiques étaient directement originaires des Alpes; dans les ports méditerranéens proches, tels que Marseille, Toulon ou Nice, nombre de débardeurs, de rouleurs de tonneaux, de manœuvres, voire de petits boutiquiers, étaient des montagnards immigrés, parfois fixés définitivement. Cette émigration constituait encore un épiphénomène. Le surpeuplement des montagnes alpines, à peine adouci par la ponction des grandes guerres napoléoniennes, - de l'Oisans dépeint par A. Allix, par exemple - est un fait attesté au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'équilibre entre subsistances et population devient fragile, en dépit de la frugalité légendaire des montagnards; les niveaux de vie étaient souvent dangereusement bas, proches du niveau minimum de subsistance des économistes. La pression démographique contrariait même ordinairement les aptitudes naturelles de la montagne humide: sous l'empire de la nécessité, les paysans alpins substituaient de mauvais champs à d'excellentes pâtures ou à de bons prés de fauche.

C'est ainsi que la pléthore démographique menaçait le massif alpin d'asphyxie. Fermée sur elle-même, la montagne vivait d'expédients.

## I. LA MONTAGNE FERMÉE

On a tout dit, et plus encore, sur la montagne qui repousse, la montagne qui isole, la montagne qui sépare. Bien évidemment, ce thème peut être aisément exploité au profit, ou plutôt au détriment des Alpes. Vues du bas pays les chaînes montagneuses paraissent d'emblée des barrières dressées sur l'horizon, et qui jouent le rôle d'écrans et de murailles; cette impression forte tend à fixer, pour les gens des plaines, l'image de la montagne, d'autant que la barrière verticale, concrète, visible, de pics et de rochers se double aussi toujours ou presque d'une barrière climatique.

### *Les Alpes "des Lumières"*

Au XVIII<sup>e</sup> siècle encore, les Alpes des lumières restent profondément marquées par cette malédiction millénaire. Aux yeux des contemporains, elles divisent et isolent les hommes: comme Fabre d'Olivet au XV<sup>e</sup> siècle, ils pensent que "chaque précipice est la limite d'un peuple, chaque ravin est une abîme qui divise aussi bien l'âme que les possessions de ses riverains"<sup>1</sup>. Et il est vrai que le massif est une mosaïque de sociétés et de particularismes, et que les isolats n'y sont pas rares, qui engendrent la consanguinité et ses redoutables conséquences: les crétins des Alpes en ont du reste acquis une fâcheuse notoriété.

A chaque vallée, à chaque bassin intérieur ses usages, voire même sa culture. Les effets unificateurs des grands espaces et des villes fédératrices sont ici peu sensibles. Cela du fait de la faiblesse du phénomène urbain dû à la médiocrité et à la rareté des villes dans le massif; alors même que depuis 1650-1700 s'affirme, dans l'Europe occidentale et septentrionale centrale singulièrement, une dynamique urbaine marquée.<sup>2</sup>

Selon F. Braudel, l'antagonisme entre villes et campagnes constitue "la plus longue lutte de classes qu'ait connu l'histoire". Particulièrement sensible à la fin du Moyen Age dans des régions

---

<sup>1</sup> FABRE D'OLIVET, *Les montagnards des Alpes*, 1488

<sup>2</sup> JAN DE VRIES, *European urbanization*, Methen 1984

comme l'Italie ou la Flandre, mais en fait presque partout inscrit en filigrane dans le perdurable conflit entre la noblesse féodale en place et la bourgeoisie montante, cet antagonisme - avec ses effets négatifs, mais aussi avec sa créativité - fait à peu près défaut dans la montagne. C'est que les villes alpestres, comme du reste les villes pyrénéennes, manquent de "présence". Sans doute convient-il de voir là une conséquence de la structure propre du phénomène urbain alpin, autant que du faible poids démographique relatif de la ville alpine courante. Non seulement les villes alpines sont peu peuplées mais encore leur organisation les affaiblit indépendamment même de la médiocrité de leur population: elles forment certes un réseau ancien, mais un réseau non maillé, agencé linéairement: disposition dans l'espace qui, eu égard à des contraintes spécifiques, tant orographiques que topographiques et météorologiques, tient compte d'un cloisonnement naturel irrégulier.

Dans la société traditionnelle, de la croissance économique des villes dépend leur croissance démographique qui ne se fait que par drainage de ruraux: ceux-ci sont alors issus du rejet par des campagnes surpeuplées d'une population excédentaire. Mais par ailleurs on sait qu'en règle générale l'existence des villes est fonction de la capacité des campagnes voisines de produire des surplus qui, prélevés, permettront à leurs habitants de se nourrir. La pauvreté de l'agriculture montagnarde, la médiocrité des rendements, la rareté de l'ager emblavable et l'exiguité des terroirs susceptibles de participer par le dégagement d'excédents de subsistances à l'entretien de villes parasites sont des paramètres permanents. Rappelons aussi<sup>3</sup>, dans le même sens, que dans le cadre urbain l'investissement nécessaire pour accueillir un habitant supplémentaire croît toujours avec la taille de la ville et est particulièrement élevé pour les plus grandes d'entre elles: dans un environnement de pauvreté, il est donc de plus en plus difficile pour un centre urbain de grandir... les transferts de richesse des campagnes vers les villes, par le biais de prélèvement obligatoires, institutionnels ou contractuels, y étant forcément réduits. Du développement économique des noyaux urbains, constitués souvent à l'époque romaine pour les besoins de l'administration civile et

---

3 Cf. les travaux de R. Mossé

militaire, eut dépendu leur croissance démographique; la zone d'influence ou de domination des bourgades montagnardes, limitée dans une de ses dimensions par les contreforts des vallées où elles se situaient, et leur concurrence même, due au fait que les déplacements étaient plus lents et plus difficiles en montagne qu'en plaine, tant pour les hommes que pour les marchandises, en plafonnait le développement à un niveau très bas. Aussi, disposés le long des vallées - en séries, diraient les électriciens <sup>-4</sup>, les chétifs organismes urbains hiérarchisés par ailleurs, étaient surtout localisés dans les parties basses du massif; depuis le Moyen Age chaque grosse bourgade, correspondant à un petit pays barricadé dans son tronçon de vallée, était ordinairement une forteresse située à une bifurcation de chemins; souffrant d'une assiette souvent incommode, elle se bornait à exercer de modestes fonctions d'ordre religieux ou/et judiciaire et jouait le rôle d'un mince centre de transactions animé par des marchés et des foires à rayonnement restreint. L'entassement des citadins dans leurs remparts - cet entassement qui transforme l'épidémie de peste de Digne en désastre en 1629 - ne doit point faire illusion.

Au reste, d'ancienneté, de grandes villes commandent la vie économique et exercent leur magistère politico-administratif sur les Alpes à distance, depuis la plaine: ainsi Vienne, dont l'influence s'étend très tôt sur la partie orientale de la chaîne par le truchement du col du Semmering, ou encore à des degrés divers Lyon ou Munich, Genève ou Turin, Venise ou Milan. Les états qui se partagent les Alpes, suivant un schéma changeant, utilisent les nombreuses petites villes alpestres, comme relais d'autorité, mais les centres de décisions restent à l'extérieur, constituant de la sorte leurs dépendances alpines en accessoires et en glacis. Il en va du reste ainsi pour un certain nombre de cantons suisses, dont l'emprise est à cheval sur le Mittelland et sur les Alpes.

Certes, grâce à "l'invention médiévale" du Gothard, du Brenner ou du Simplon, un trafic de transit à médiocre débit perdure pendant des siècles; il emprunte aussi d'autres itinéraires, utilisant par exemple jusqu'en 1820 au moins, les cols des Ligues grises: trajet incommode, mais court entre Allemagne du Sud et Italie. Ce trafic

---

4 Par opposition au montage en dérivations.

fournit des ressources non négligeables à celles des villes alpines qui s'échelonnent le long des routes de vallées qui desservent les cols: Martin Körner l'a magistralement montré pour une série de villes suisses comme Soleure, qui tire l'essentiel de ses revenus de péages perçus sur la circulation des marchandises acheminées par la vallée de l'Aar et le Simplon. A vrai dire, l'orientation générale du commerce international induite par les grandes découvertes se combine à la médiocrité des techniques de transports à travers les Alpes pour maintenir à un niveau médiocre les échanges à travers la chaîne jusqu'au percement de l'isthme de Suez (1869) qui revalorise les relations directes entre le Nord et le Sud de l'Europe.

Pas grand chose de commun, finalement, entre la ville alpine et la ville vue par Braudel ou Mumford, centre de pouvoirs et de décisions, lieu de production et d'échanges de biens, de populations, d'informations et de services. D'autant qu'ici, l'accumulation du capital est tardive, et pénible, du fait de la pauvreté générale. Et que l'urbanisation initiale des Alpes est sans industrialisation, comme sans développement marchand appréciable; du reste, entre villes et campagnes, l'indifférenciation reste très marquée très tard: les villes conservent toute la gamme des activités rurales, tandis que les campagnes abondent en installations "industrielles". La complémentarité entre campagnes et villes est donc bien réduite, et l'emprise des petites villes sur les communautés paysannes voisines très faible. Point de corps urbains vigoureux, conquérants, avides de rentes foncières ou de beaux domaines et qui "tiendraient" la paysannerie par l'endettement chronique et une utilisation judicieuse du système seigneurial. Seul, le patriciat Vénitien, à la recherche de bas prix de revient, développe par ses investissements "industriels" dès le XVIII<sup>e</sup> siècle un certain potentiel productif dans les Alpes Juliennes ou Vénitiennes proches.

Si l'on admet avec H. Mauersberg que, dans la société pré-industrielle, la masse critique nécessaire pour qu'une ville joue son rôle face à la campagne, est de 20 000 habitants, il n'est guère de ville de ce genre à l'intérieur de l'arc alpin, si ce n'est peut-être Grenoble qui atteint ce seuil vers 1800<sup>5</sup>. La population d'Innsbruck atteint alors

<sup>5</sup> Cf. PAUL BAIROCH & ALII, *La population des villes européens de 800 à 1850*, Genève 1988

alors péniblement 12 000 personnes. Donc pas de "places centrales" (Cristaller), des marchés urbains élémentaires au sens qu'attache à cette expression D. Margairaz et, somme toute, peu de citadins rentiers du sol, consommateurs parasites, mais aussi potentiels investisseurs. Pas de réseau urbain vascularisé à ce stade où la majorité de la population passe d'état de producteur à celui de consommateur (prédateur parasite). P. Léon a pu montrer que la commercialisation des étoffes fabriquées dans le Dauphiné, échappant aux villes de la province et à Grenoble même, est assurée de l'extérieur par Genève!

Le géographe Raoul Blanchard était catégorique, qui affirmait "répétons le, la montagne n'est pas favorable aux villes". Et bien moins encore, on l'imagine, avant la révolution industrielle que de nos jours.

### *Les campagnes alpestres*

Elles consistaient en mondes clos, parsemés à travers le massif, et à peu près autosuffisants.

Certes, on observera que jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'autarchie paysanne subsiste ci ou là, y compris dans les bas pays; les campagnes berri-chonnes ou souabes, bretonnes ou lombardes restent profondément marquées par une forte tradition d'autoconsommation familiale.

Mais particulièrement dure était la condition des paysans montagnards, et stricte l'autarchie par eux pratiquée. L'économie montagnarde, plus que toute autre, était une manière d'économie de guerre permanente, de guerre acharnée contre la nature parcimonieuse. Des terres maigres, ingrates, bornées de toutes parts par "la sauvagerie" des pentes neigeuses, des glaciers, des névés, des clapiers pierreux ou des stériles dépôts de galets des torrents. Des météores particulièrement capricieux, capables d'anéantir cent fois l'effort de toute une saison avant la récolte. Même compte tenu de l'état rudimentaire des techniques agricoles de l'époque, l'agriculture alpine peut déjà être tenue à la limite, comme une aventure héroïque, une entreprise de forçats: remonter, après les orages, les terres dans des caisses à fond amovible, hisser le fumier dans les champs pentus à bât de mulet, en fait de labour, briser les mottes de terre avec de

massues ou des maillets, épierrer sans cesse, faucher l'herbe sur des vires vertigineuses et descendre le fourrage à dos d'homme ou de femme, en énormes balles contenues dans des filets de corde. Dans son univers de travail acharné, on conçoit que le paysan alpin se désinteresse de modes fuites venues de l'extérieur.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le voyageur français Claude Michollet trouve "curieux de voir comment on peut subsister dans un tel pays". Et pourtant, le paysan alpin, à force d'énergie, parvient à soutenir la comparaison avec celui des plaines voisines. Il résoud, dans le cadre d'une économie de stricte subsistance, le problème de survie qui se pose à lui avec plus d'acuité que dans le bas pays, d'autant que, dans le cadre de l'exploitation rurale, il doit consacrer à des transports épuisants une grande part de ses efforts et de son temps. Son ingéniosité, son "industrie" lui permettent de se maintenir sur ce sol ancestral auquel il s'accroche. Nul homme n'est moins unidimensionnel que l'*homo alpinus*.

"Der Mensch ist was er isst": frugal par nécessité, le paysan alpin se contente d'un régime alimentaire à base de seigle et de laitages, au demeurant assez équilibré du point de vue de la diététique, d'autant que s'y ajoutent des produits de cueillette divers. Dans la Valteline décrite par G. Scaramellini, comme dans bien d'autres secteurs, il est gros mangeur de fromage, et son luxe occasionnel est de faire venir un peu de vin "ce vieux péché de l'Alpin" des pays d'en bas. Dans les vallées du versant méridional du massif, on privilégie le "carré magique"

céréales      fibres textiles

vigne      arboriculture

Les campagnes du Valais vivent dans un équilibre presque parfait, le fer et le sel mis à part. Les seuls excédents exportables possibles - mais ils sont ponctuels et leur commercialisation fait souvent problème - sont le cuir, le fromage, la viande, le beurre et le bois.

Ce dernier est souvent valorisé sur place, à temps perdu, par les paysans eux mêmes, comme en Savoie ou dans les Alpes Orientales. Les objets fabriqués, la boissellerie, sont portés dans les pays bas par les colporteurs alpins, ou font sur place l'objet de simples trocs contre des services (comme ce fut le cas jusqu'en 1920 dans la vallée du Giffre).

"Douze métiers, treize malheurs" dit le proverbe allemand. L'Alpin de paysan, se fait mineur ou métallurgiste là où l'exploitation conjointe du sous-sol et de la forêt s'y prête. Si le mirage minier aboutit souvent à des déceptions, il est quelques zones géographiques comme la Styrie, la Carinthie ou le Dauphiné où la clouterie, la serrurerie, la forge et l'armurerie prospèrent grâce à une main-d'œuvre rurale à bon marché et peu exigeante, combinant les occupations agricoles et industrielles, - grâce aussi à l'énergie hydraulique fournie à bon compte par les eaux courantes, abondantes et rapides. Ici et là, outre le bois et le fer on travaille à l'occasion, le cuir, la paille, voire la soie, comme autour de Schio, et plus souvent les textiles, chanvres et laines.

A examiner les minutes des cartes de Cassini pour les Alpes françaises du Nord, le P. de Dainville écrit<sup>6</sup>: "comment n'être pas frappé du grand nombre des petits ateliers dispersés par toute la région grenobloise, élément capital de cette activité industrielle suscitée par la montagne": on eu pu en tirer une carte de l'énergie au stade éotechnique. Si les villes alpines ne sont guère industrielles, en revanche plus d'une région rurale est fortement pénétrée par la petite industrie à débouchés strictement locaux.

Quittes à vendre au besoin leur force physique, soit sous forme de service militaire mercenaire, comme les montagnards suisses qui font prime sur le marché de la main-d'œuvre militaire grâce à leur discipline germanique, à leur résistance, et aux facilités de recrutement qu'ils offrent, pendant et après le temps des lansquenets, - soit sous forme de travail dans les plaines voisines, comme les nombreux migrants saisonniers ou temporaires, qui fournissent un appoint de grosse main-d'œuvre non spécialisé aux campagnes et villes du Lyonnais, du Wurtemberg, de la Franconie ou de la plaine du Pô, les Alpins n'hésitent pas à aller chercher un complément de ressources dans des occupations rétribuées hors de chez eux. Avec le temps, ils s'initient à des activités plus rentables ou plus complexes: le "magnien", le maçon, le "kramer" ou le colporteur ambulants, le rémouleur ou le ramoneur montagnard deviennent assez tôt des personnages familiers de la vie quotidienne sur tout le pourtour du massif alpin.

---

6 *La cartographie reflet de l'histoire*, réimp. Slatkine 1986

Habitués à la mobilité par leur cadre de vie qui implique de multiples déplacements horizontaux ou verticaux, en fonction des saisons et de la dispersion des aptitudes des terroirs, les paysans alpins ne répugnent pas aux aventures. Faute de débouchés suffisants dans des villes somnolentes et étriquées, ils les recherchent par l'expatriation, parfois à grande distance. Ils sont des milliers de gagne-deniers de crocheteurs et de décrotteurs, à Paris et à Versailles, venus surtout de la Savoie, à la fin de l'Ancien Régime

Ainsi, par le truchement d'une polyvalence technique affinée au cours des siècles, d'une diversification des productions en fonction de l'altitude, de la qualité du sol, de l'exposition, s'accusent maintes nuances régionales dans la palette des revenus, aléatoires toujours et souvent peu copieux. A chaque vallée, son originalité, ses spécialités; c'est à juste titre que R. Blanchard a évoqué "le kaleïdoscope du monde alpin". Car décidément, le regretté Jules Blache l'a affirmé avec force, il n'y a pas un milieu montagnard, mais d'innombrables milieux montagnards distincts.

Dans une large mesure, la vie en montagne a modelé ataviquement le corps et l'esprit de ces hommes qui s'accrochent à leurs terroirs ingrats. "Habitués" dans des hameaux disséminés, que caractérise l'abondance d'un foncier bâti très diversifié, entre habitat permanent et temporaire, châlets, greniers, raccards, granges étables - ainsi dans le val d'Anniviers où beaucoup d'exploitations disposent de trois sièges étagés en altitude - les paysans alpins sont généralement, peu ou prou, des propriétaires. La structure de la propriété, originale par rapport aux bas pays, est en effet caractérisée par l'importance insolite de la petite propriété, qui tient au fait que le régime féodal, puis seigneurial semble avoir très tôt perdu de sa vigueur dans l'arc alpin, à supposer qu'il y ait jamais été implanté aussi rigoureusement que dans les bas pays<sup>7</sup>. Tôt affranchis d'un servage moins répandu qu'ailleurs, moins assujettis aux devoirs et à la surveillance seigneuriaux, les paysans alpins bénéficient dès l'aube des temps modernes d'une tradition de liberté qui découle de la pauvreté même du sol et qui consolide la très faible emprise foncière d'une bourgeoisie urbaine anémique. Ce sont aussi des hommes courageux,

<sup>7</sup> Cf. Les enseignements fournis par les "mappes savoyardes du XVII<sup>e</sup> siècle"; ainsi M. BRUCHET, *L'ancien cadastre de Savoie*, Annecy 1988

habitués à faire face à l'adversité, et épris d'une liberté chèrement achetée. Depuis que les Allobroges, ou les combattants de Grandson et de Morat sont entrés dans la légende.

Paradoxalement, la force du lien affectif entre le paysan alpin et sa terre est proportionnellement à l'inverse de la fécondité de celle-ci. Exploitant besogneux d'un sol pauvre, l'Alpin, comme propriétaire s'y agrippe désespérément: la valeur vénale élevée des biens fonds, le morcellement extrême des finages et la frénésie des défrichements qui perdurera presque jusqu'au terme du XIX<sup>e</sup> siècle en portent témoignage. Il s'accommode des pires conditions naturelles: l'opiniâtrété des moines défricheurs du Moyen Age, l'énergie colonisatrice des hautes vallées par les Walser sont exemplaires.

Volontiers contrebandiers, chasseurs, cristalliers, ces montagnards ont parfois été qualifiés de "primitifs de l'égalité": leur esprit d'indépendance se marque de bien des manières, et notamment dans les modalités égalitaires de l'administration des communautés rurales.

Les Escartons du Briançonnais ont été présentées parfois avec quelqu'exagération comme un prototype de république paysanne "démocratique", mais loin des grands centres de décision et de surveillance sociale, il est vrai que l'autonomie rurale et le souci d'égalité et de justice sont apparents dans nombre traits relatifs à ces communautés: est-ce un hasard si la "vingt-quatrième", part des dîmes réservée obligatoirement aux pauvres, est une institution dauphinoise? et si un état, la Confédération suisse, est né de l'entente des communautés paysannes des trois "cantons forestiers", au cœur des Alpes? La tradition de l'autogestion, surtout dans les hautes vallées où l'autorité et de la noblesse et de la bourgeoisie est à peu près nulle, semble très enracinée.

Des villes rares, peu dynamiques, souvent minuscules, comme Embrun, Moustiers, Sion, Briançon, ou Seyne vivent de l'administration religieuse ou militaire. Il est significatif que dans l'Atlas administratif de l'Empire français paru en 1812, aucune ville alpine ne soit portée pour un revenu supérieur à 10 000 fr. alors que les villes de cette taille foisonnent dans la plaine du Pô ou dans la vallée du Rhône.

## II. LA MONTAGNE ENTR'OUVERTE

### *La révolution du XIX<sup>e</sup>*

Dans l'arc alpin, décidément le trait d'union prime sur l'écran ou la barrière. Les nouvelles donnes de l'économie industrielle rendent désirables de grandes percées alpines, aménagées au moyen d'ouvrages d'art modernes, conformes aux avancées de la technologie, et permettant l'écoulement de flux de marchandises et de voyageurs accrus. L'invention de la perforatrice à air comprimé par Sommeiller (1857) vient à point pour rendre possibles de grands travaux d'infrastructure grâce auxquels, sur des axes privilégiés, les Alpes vont s'ouvrir à la circulation ferroviaire.

Fragmentée en blocs inégaux par les voies ferrées, la chaîne - ou du moins par ses basses vallées - commence alors à s'ouvrir aux influences, aux goûts, aux techniques et aux idées venus de l'extérieur. Ce viol de l'espace alpin par le fer déclenche des transformations irréversibles et cumulatives.

### *La route la voie ferrée et encore la route*

La pénurie relative des moyens de transports, la lenteur et le débit particulièrement réduit des communications avaient constitué les infirmités congénitales de la montagne. Certes, les hommes se déplaçaient beaucoup, mais à pied; on reste stupéfait devant ces "gabelous" du grand siècle qui veillaient aux "advenues du Cluson" et qui, malgré les dénivellées considérables, pouvaient pendant trois ou quatre jours couvrir quotidiennement 50 à 60 kilomètres pour aller faire rapport à leurs supérieurs hiérarchiques à Gap. Du portage à dos d'homme ou de mulet au roulage, quelques progrès avaient été enregistrés au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'ouverture de rares routes carrossables empruntées notamment par les "carretoni" italiens qui transportaient le vin d'Italie en Allemagne. La percée ferroviaire inaugura l'ère des grands changements, irréversibles et cumulatifs; d'autant que très vite, la diffusion des moteurs à explosion et à combustion interne, les

nouveaux procédés de revêtement des chaussées devaient accentuer cette évolution et la transformer en révolution. Du sentier à la voie ferrée, et de la voie ferrée à l'autoroute, la mise en place d'un réseau de voies de communication de plus en plus ramifié allait provoquer le démantèlement de tout un système économique alpin séculaire, ingénieux, mais précaire, et par contre coup ruiner les modes de vie traditionnels.

### *La valorisation de la ville? "voies" et moyens. Limites*

Quant aux petites villes montagnardes, leur position géographique (situation et site) devient un élément déterminant de leur devenir: dans la nouvelle conjoncture, favorisées se trouvent celles qui occupent un carrefour de vallées bien anastamosées, desservies par des cols d'accès facile postés aux points stratégiques du massif, ou celles qui sont sises au contact de la plaine et le la montagne, là où cette dernière est facilement pénétrable (ainsi Bergame, Graz, Fribourg, Lucerne, Annecy ou Nyons).

La valeur ajoutée par la voie ferrée à des cols déjà pourvus de routes carrossables au siècle précédent (comme le Tarvis dès 1717, le Semmering en 1728, ou le Brenner en 1772), ou à d'autres moins favorisés par les aménagements antérieurs (comme le Mont-Cenis, le Saint-Gothard, l'Arlberg) est remarquable.

Négligés, d'autres cols perdront de leur importance, ainsi que le chapelet de villes et de bourgades qu'ils desservent: ainsi le Splügen. Certes, la plupart de ces changements doivent être relativisés: les itinéraires desservis par la voie ferrée font l'objet de novations plutôt que d'innovations; la voie du Mont-Cenis, reliant Lyon à Turin, figurait déjà sur la première carte de la Savoie, établie par Giles Boileau de Bouillon en 1556.

Grâce à leur gare, d'assez nombreuses petites villes alpines, séculièrement somnolentes, trouvent "un second souffle" et s'animent. Des villes ponts, des villes forteresses, des villes cathédrales se dotent d'un faubourg de chantiers, d'entrepôts et de fabriques et commencent à drainer les ruraux proches.

Les métropoles économiques de la périphérie, jouant leur rôle de pôles de développement, se constituent en donneuses d'ouvrage et em-

bauchent les mieux desservies des petites villes alpines pour profiter d'une main-d'œuvre montagnarde abondante et peu exigeante; ainsi commencent à grandir de médiocres bourgades bien désenclavées. Les vallées des Alpes piémontaises dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, puis des Alpes lombardes (ensuite), sous l'influence des milieux d'affaires de Turin et de Milan, qui portent intérêt aux gisements miniers, aux ressources énergétiques et au bassin de main-d'œuvre en puissance, qu'offre la montagne, reçoivent une infrastructure industrielle moderne: les fabriques textiles ou la métallurgie s'y développent largement. La bordure alpine tend déjà à devenir un espace de loisirs pour les citadins des métropoles padanes.

Bref, le capitalisme bourgeois des grandes villes périphériques ou des métropoles économiques commence, à la suite de la pénétration ferroviaire, à s'interessser au potentiel alpin et aux occasions de profit qu'il peut offrir. Dans la foulée et progressivement, Grenoble (1700 20'000 h, 1800 20'000 h, 1850 31'000 h, 1911 78'000 h), puis Innsbruck (1700 7000 h, 1800 12'000 h, 1900 30'000 h, 1920 52'000 h) accentuent leurs ponctions sur les stocks démographiques des basses vallées proches, pour faire face à la montée en puissance d'économies urbaines en voie de diversification.

Tour à tour, les plus importantes ou les plus douées des villes alpines entrent dans la ronde du progrès; elles commencent à jouer pour les campagnes voisines, ce rôle de foyers d'acculturation, de matrice de comportements et de techniques nouvelles qui est de l'essence même de la ville contemporaine; relayant l'influx venu de l'extérieur, elles cherchent à se constituer des bassins de main-d'œuvre où puiser pour grandir.

### *Pesanteurs et désarrois. Les Tropismes du rural alpin*

On peut considérer sans erreur majeure qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les paysans alpins mangent à leur faim, mais au prix du labeur exténuant de tous les membres de la famille montagnarde.

## *Vers le temps du paysan rare*

Tout progrès technique se paie d'une façon ou d'une autre. Ce constat de J. Ellul se vérifie dans le cas des campagnes alpines. L'intégration des Alpes à l'économie d'échanges internationale par l'implantation d'un système de transports modernes portait en elle à terme la ruine d'une configuration.

Les produits exportables de l'agriculture ou des mines étaient en effet trop peu abondants pour pouvoir affronter la concurrence internationale: faute d'économie d'échelle, les coûts de production grevés par l'apparition des méthodes de production nouvelles et l'incidence des tarifs de transports liés au prix de revient élevé de la tonne kilométrique en montagne, pénalisaient les excédents végétaux et les minerais. Aussi bon nombre de régions alpines, et spécialement les plus élevées en altitude, obéissant à la loi économique du plus grand avantage, allaient-elles se vouer exclusivement à l'économie pastorale: le cas typique est, en France, celui du Beaufortin, qui, abandonnant toutes les cultures aléatoires qu'on y pratiquait immémorialement par nécessité, peut passer dès le début du XX<sup>e</sup> siècle au "tout-élevage".

L'ouverture des Alpes entraîne ainsi l'amorce d'un repli sur l'élevage ovin dans les régions les plus sèches, et ailleurs un repli sur cette civilisation de la vache. Dans d'autres régions, l'évolution est plus nuancée: les Alpes ou préalpes vénitiennes, juliennes et carniques tout comme les Alpes de Bavière vont axer désormais le plus clair de leur activité économique à la fois sur le pâturage et sur la forêt: car l'arbre demeure l'une des richesses effectives les plus "porteuses" de la chaîne, où les boisements peuvent dépasser localement 50% des superficies. L'apparition du tourisme d'été, puis d'hiver, devait contribuer à modifier encore - dans les Dolomites par exemple - cette hiérarchie des activités dominantes. Subsistent certes des sociétés montagnardes figées, qui font figure de poches d'archaïsme, constituées en "musées vivants". Des usages qui perdurent, des institutions qui se maintiennent gardent leur originalité à des groupes humains pourtant désenclavés, mais qui fonctionnent toujours, sur leur lancée, comme des réduits. En Valais, étudié par A. Niederer, les "consortages", les Genossenschaften, restent bien vivants, qui permettent l'entretien des "bisses" et, par l'intermédiaire de travaux collectifs, forcés ou

"priés", la réparation des infrastructures d'intérêt commun; au reste, les Bauernschaften créées au XII<sup>e</sup> siècle, y persistent par la force de l'habitude. Les Savoyards restent très attachés à leurs biens communaux, dont le jouissance est dévolue à titre héréditaire aux domiciliés. Solutions du passé parfois porteuses d'avenir, telles que l'habitude de se grouper en fruitières, ou en associations de propriétaires pour exploiter des pâturages collectifs et transformer la production laitière; les gens du Chablis continuent habilement à faire marcher de pair la propriété collective et l'exploitation familiale.

Mais il reste que les paysans alpins, profondément individualistes et conservateurs malgré leurs institutions communautaires, continuent à gaspiller beaucoup de temps et d'énergie dans des déplacements peu rentables; déplacements qui les mènent aux marchés et surtout aux foires, essentielles pour l'éleveur contraint d'adapter sans cesse le volume de son cheptel à celui de ses ressources en fourrages et en pâcages, - déplacements qui les conduisent aux remues et aux alpages, - déplacements incessants et difficiles aux quatre coins de terroirs morcelés et pentus et d'exploitations aux composantes dispersées. La mécanisation, puis la motorisation de l'agriculture se trouvent retardées par le handicap géographique.

Au plan démographique, des revisions déchirantes se préparent et annoncent le temps du paysan rare. Certes, dans les contrées de grande ferveur religieuse comme les Alpes baroques d'Autriche, les Grisons ou l'Appenzell, la natalité reste exubérante, particulièrement dans les familles les plus pauvres. Otto Uhlig a dépeint la migration saisonnière qui continuera à affecter spécifiquement ces régions jusqu'à la Première Guerre mondiale: chaque année, des bandes d'enfants et d'adolescents quittent leurs familles en mars et se répandent en Souabe, en Franconie, en Bavière et jusque dans le pays de Bade. Ils se gagent comme bergers, pâtres ou servantes dans les marchés de louage qui se tiennent à dates fixes dans de petites villes comme Ravensburg ou Leutkirch et ne regagnent leur village montagnard qu'en octobre. Certains y verront une sorte de traite des enfants, dont s'inquièteront des organisations humanitaires.

## *Des communautés rurales décimées par l'émigration*

Les exodes montagnards d'antan se poursuivent par ailleurs, mais, de saisonniers ou de temporaires, deviennent souvent définitifs. Les jeunes hommes originaires de la vallée de l'Ubaye, en Haute-Provence, se ruent vers le Mexique d'où ne reviendra guère que la minorité qui a réussi. Les montagnards frioulans continuent à fréquenter Venise et les gavots de la Haute-Provence à fournir des débardeurs, des manœuvres et de petits boutiquiers aux ports du littoral Méditerranéen. C'est le temps où les alpins français et même italiens gagnent en masse Grenoble, Nice, voire Lyon et Paris, où le marché du travail est demandeur de main-d'œuvre peu qualifiée.

Ce délestage est plus ou moins marqué d'une région à l'autre, mais généralement sélectif; si de 1848 à 1951 les Alpes du Piémont perdent globalement 30 % de leur population, la haute montagne est en fait beaucoup plus touchées que les vallées où l'industrialisation et une certaine modernisation de l'agriculture freinent l'exode.

En somme, dans les Alpes, la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par le franchissement de "seuils de retournement" pour reprendre une formule de Janicaud. Significativement, les états alpins - Italie, Suisse, Autriche ou France - prennent en mains l'équipement routier d'abord, puis ferroviaire des cols sélectionnés: Cenis (1876), Gothard (1882), Brenner (1867), n'hésitant pas à investir l'autorité ou les fonds publics dans le creusement de longs tunnels, pour mettre le trafic hors d'atteinte des intempéries hivernales.

Par la grâce d'un système de transports moderne qui pénètre de plus en plus profondément la chaîne, la ville alpine commence à devenir ce qu'elle n'avait pu être autrefois, faute d'un milieu propice: "un accumulateur de richesse et de puissance, instrument d'extorsion de richesses."

Antérieurement au XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y avait guère de richesses à extorquer dans les Alpes, terres de frugalité, sous développées par rapport aux vastes plaines ouvertes sur les Océan; par voie de conséquence on n'y trouvait guère de véritables villes. Leur rente de situation et la mise en exploitation ou l'actualisation de quelques ressources préfé-

rentielles comme l'énergie hydraulique, sous forme d'électricité, confèrent à l'arc alpin un nouvel attrait et aux bourgades alpines un nouveau rôle de relais pour l'exportation des valeurs dégagées par la nouvelle donne économique.

### III. LA MONTAGNE OUVERTE

#### *Vers un rééquilibrage?*

Le fait nouveau et primordial est l'exploitation d'une fascination pour la montagne, éprouvée par le citadin "d'en-bas".

Dès lors, le massif alpin, apparaît comme une réserve de biens rares, donc désirables et qui le seront de plus en plus dans l'avenir: terre apparemment vierge, air impollué, glace, neige, eau pure, flore, faune. D'autant que, sous l'influence magique de la route qui pénètre les Alpes de part en part, l'accessibilité du massif est presque totale. Grande est en conséquence la tentation, pour les économistes, les politiques, les agents immobiliers, les écologistes eux-mêmes et en général les technocrates, de considérer les Alpes comme un espace à gérer en fonction d'impératifs purement techniques, en vue d'une plus grande rentabilité matérielle ou éthique, et sous ce prétexte, de les mettre en coupe réglée.

Le désengagement agricole, la désertification de contrées naguère encore peuplées et pâturees favorisent ce courant. La transhumance pastorale millénaire disparaît, les châlets tombent en ruines sur les alpages, dans le Trentin, plus du tiers des Malghes (alpes laitières) est déjà à l'abandon.

Etudiée par J. Miège, la population du sillon alpin, en Dauphiné, est "grosso modo" stationnaire entre 1805 et 1946; mais ce résultat global masque un changement de structures, marqué par la forte diminution de la population agricole et l'accroissement très sensible de effectifs des autres catégories socio-professionnelles.

## *Villes nouvelles "à la campagne"*

En 1970 la population urbaine du massif alpin vit dans:

110 à 120 villes de plus de 5000 habitants,

15 de 20'000 à 50'000 h.

2 de 50'000 h.

4 de 50'000 à 100'000 (Côme, Lucerne, Trente, Klagenfurt)

4 plus de 100'000 (Innsbruck, Bozen, Salzburg, Bergame)

seule tranche l'agglomération de Grenoble qui culmine à près de 300'000 habitants.

Ce panorama quantitatif doit être éclairé par l'analyse faite par G. Veyret, qui ramène les villes alpines actuelles à quatre types principaux:

a) les villes de villégiature placées en altitude, de création récente

b) les villes qui ressortissent à une urbanisation "linéaire", sises en des points privilégiés des vallées. Ainsi Innsbruck, Brixen, Bozen, Trente sur la voie du Brenner (route carrossable en 1772; voie ferrée en 1867 et autoroute en 1959!).

c) les villes situées au contact de la plaine et de la montagne, comme Bergame ou Graz.

d) les villes correspondant à des "points forts", tels que les portes d'entrée du massif, ou les carrefours intérieurs: ainsi Grenoble.

## *Un tourisme qui suscite une urbanisation discutable*

C'est dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que le thème de la "montagne régénératrice" commence à faire florés. Le citadin de la plaine découvre la mode de la montagne et s'en engoue pour le meilleur ou le pire: c'est ainsi que les maisons de type vénitien (pierre, brique) se glissent dans la vallée de la Brenta et que les bâties de style basque ou breton apparaissent parfois en Savoie ou en Engadine. En notre temps, contre-coup de l'urbanisation massive et accélérée des bas pays, le tourisme montagnard fait plus que jamais des Alpes le "terrain de jeux de l'Europe". On continue, après P. Puisseux, à en célébrer lyriquement l'aspect pédagogique, à magnifier "l'éducation par les cimes".

Mais Oswald Spengler n'a pas menti: il est vrai que "l'homme moderne est bâtisseur de villes"; on ne peut que remarquer le prodigieux développement des villes touristiques récentes, du premier type, provoqué par cette valorisation soudaine de la montagne; ces villes de villégiature, situées en altitude, et presque dépourvues de population permanente, ne sont peuplées et animées que saisonnièrement (été ou hiver, ou les deux), et apparaissent comme surimposées. Elles comportent essentiellement des services, dont le volume et la palette sont sans proportion avec la population domiciliée. Reliées aux vallées d'une part, aux grands versants et aux cimes de l'autre par des routes, des funiculaires, des téléphériques ou des remonte-pentes, pourvues souvent d'héliports, elles sont tributaires d'une infrastructure coûteuse, nécessitent d'énormes investissements et posent en quasi-permanence de gros problèmes de maintenance. Les spécialistes nomment parfois, par dérision, de "petites grandes-villes" ces agglomérations à éclipses, étrangères au milieu, et comme plaquées sur la montagne, vitrines du "tout-tourisme", un "tout-tourisme" dont les séductions prêtent cependant, de plus en plus le flanc à la controverse.

### *Un risque: les aménageurs-déménageurs*

Qu'en est-il, en effet, d'un tourisme qui accentue le déclin rural au lieu de l'arrêter, un tourisme qui introduit certes dans la montagne les genres de vie de la plaine, l'aisance, mais aussi les profits faciles et une inégalité sociale extrême; d'un tourisme qui se pose en termes de pouvoir, et qui trop souvent consacre celui, despotique, d'aménageurs-déménageurs, de promoteurs sans grands scrupules, de spéculateurs forains ou de mercantis internationaux?

Car il y a tourisme et tourisme: le problème de la "maîtrise territoriale" des zones à vocation touristique, s'il est mal résolu, au mépris des intérêts des populations autochtones ou de ce qu'il en reste, peut sacager et défigurer ou dénaturer définitivement la montagne. Judicieusement organisé, il peut aussi, et l'exemple tyrolien en administre une preuve éclatante, fournir aux populations locales le complément de ressources qui leur permettra de s'épanouir au pays sans renier leur traditions.

Eviter la prolifération des grandes stations et favoriser la dissémination de petits centres de repos, de ski, d'alpinisme baignés par une nature restée authentique, peut permettre de conserver le montagnard à sa montagne, en réservant le contrôle de la montagne au montagnard; écarter les énormes projets, qui, à coups de capitaux exotiques, conduisent à la démolition et à la "reconstruction" des sites, à la démoralisation de la société indigène ( ou de ce qu'il en reste) et, sous prétexte d'exploiter un "gisement touristique", irrémédiablement, le polluent; tel est le point de vue des experts qui entendent concilier développement économique et sauvegarde du patrimoine alpin.

### *Des campagnes hallucinées aux campagnes modernisées*

L'évaporation humaine dont souffrent les campagnes a été accélérée par les effets meurtriers des guerres mondiales; victimes de leur réputation de courage et de ténacité, les Alpins ont payé un lourd tribut, dans les rangs des différentes armées belligérantes, à ces conflits catastrophiques pour l'Europe. En 1915-1918, les montagnards Italiens et les Tyroliens ou Carinthiens ont largement fait les frais des sanglantes batailles à répétition sur l'Isonzo; sur 45 hommes incorporés dans l'armée française, la médiocre commune de Fours, dans les Alpes de Haute-Provence a perdu 29 tués... Le phénomène des "classes creuses" hypothèque donc le peuplement ultérieur.

La déprise humaine caractérise, dès lors, la vénérable agriculture alpine; elle est surtout sensible dans les régions élevées. Typique, le cas de l'Oisans, où en quelques lustres, le champ est devenu pré de fauche, où les boisements spontanés, les broussailles, les pâtures pauvres se sont multipliés, et où l'habitat élevé, déserté, a disparu. Combien d'Oisans dans les Alpes, où l'extension des friches se lit sur le terrain? Le célèbre val d'Anniviers lui-même, à l'économie pastorale savante, est en crise continue depuis 1950. Et l'évolution est foudroyante: à Bottens qui n'est pas - loin de là - la commune la plus défavorisée du canton de Lausanne, le nombre des exploitations agricoles passe de 60 (1928) à moins de 40 en une seule génération, déclin que ne compense pas la croissance de la superficie moyenne par unité de production. La spécialisation des terroirs de vallées les plus riches

- vallée de l'Adige, Valteline, combe de Savoie, vals du Tyrol méridional - dans des cultures maraîchères ou fruitières, et dans la vigne n'est pas moins significative de la soumission à l'économie de marché.

Partout, l'impératif de rentabilité jouant, s'affirme une tendance de fond à concentrer la mise en valeur agricole sur les Alpes "utiles": les bons sols de schistes lustrés les bassins ou les versants de vallées les mieux exposés, - là où il est possible de mettre en œuvre avec fruit les techniques modernes - en négligeant le reste. Par ailleurs, après bien des déceptions, le mirage minier alpin se dissipe: seuls surnagent l'Erzberg, la Styrie et quelques gisements minéraux épars.

Actuellement, les exemples suisse et italien montrent clairement que le développement économique des Alpes consiste d'abord en une valorisation de leurs parties basses. L'urbanisation peut y prendre un tour rapide, comme c'est le cas pour Manosque, dans les Alpes de Haute-Provence, où la population s'est accrue de 60% en six ans (1962-1968), grâce à l'essor des cultures irriguées dans les bassins voisins. On constate aussi que les grandes villes situées sur la couronne extérieure de l'arc alpin parviennent à s'annexer les basses vallées les plus proches; celles du Piémont et de la Lombardie sont tombées dans une dépendance étroite des capitaux, de la technologie ou du marché milanais et turinois. Autrefois presqu'inexistants, des rapports directs et denses existent maintenant entre les grands centres périphériques et les segments montagnards qui leur font vis-à-vis. La colonisation de la montagne par le bas pays qui la jouxte est en cours. Ce dont bénéficie le liséré des villes de contact: Coni, Mondovi, Ivrea, Saluces, Pignerol ou Biella (cf. études de G. Dematteis).

En revanche, les arrière-pays de haute montagne, pénalisés par le déclin de l'agriculture et des mines, en grande partie désertés par leur population, ne trouvent que dans le tourisme une compensation partielle, parfois illusoire.

Evolution inéluctable? Pourtant, partout dans les Alpes, des politiques de la montagne sont discutées, parfois adoptées, voire même pratiquées, pour arrêter les processus d'appauvrissement et de désertification.

Dans la Confédération helvétique, qui a été la première à se donner une législation protectrice de la montagne, les articles économiques de

1947 témoignent de la volonté politique de conserver une forte population paysanne; ils présentent peut-être l'inconvénient de figer les structures rurales, mais l'aide fédérale substantielle consentie à la paysannerie montagnarde, notamment grâce à un appareil efficace de protections douanières, de subventions et de taxes différentielles, lui a permis de desserrer l'étau mortel de l'endettement hypothécaire et de la paupérisation.

Au long des siècles obscurs, l'homme s'était efforcé, vaille que vaille, de s'adapter à la montagne; dans un douloureux effort il avait relevé le défi lancé par la nature et inventé des ripostes pertinentes. Il rusait avec le milieu alpin hostile et, somme toute, s'en accommodait. Cette attitude "appolinienne" est dépassée. Dans une démarche prométhéenne, l'homme prétend désormais plier la nature montagnarde aux besoins de la société moderne. Un renversement du rapport entre l'homme et la montagne qui est lourd de conséquences... et de menaces. Car l'édification d'une économie à composantes complexes, agro-sylvo-touristico-pastorales, et qui fasse partout où cela est possible une place à la petite industrie performante, est ardue. Elle doit réussir, pourtant! faute de quoi, loties par des sociétés immobilières, exploitées en temps partagé comme des ordinateurs, remodelées en fonction des besoins de la société marchande, les Alpes, exposées en proie, ne tarderaient guère à devenir un vaste supermarché de la neige, de la glace et du soleil, voué aux ébats tarifés des anémiques citadins des bas pays.